Que faire des élections européennes ?

Posté le : 30 septembre 2008 13:15 | Posté par : Comité pour la co-nationalité en Europe
Catégorie: Institutions européennes

Depuis leur création les élections européennes sont un échec.

Elles n'intéressent personne. Elles mettent tous les partis de gouvernements mal à l'aise. Elles sont boudées par les électeurs. C'est vrai partout en Europe. Ces élections sont un exercice formel qui crée le malaise chez les électeurs qui constatent à chaque fois qu'elles ne servent qu'à donner de l'écho à des formations marginales heureuses de trouver une tribune alors qu'elles sont inaudibles le reste du temps.

Il est intéressant de comprendre pourquoi.

La principale raison du rejet est que l'élection ne permet pas à l'électeur de formuler un choix et d'exercer une censure. Lors d'un vote national, du moins en France, l'électeur sait en général la conséquence de son vote : sanction ou confirmation de l'équipe dirigeante. Lors de l'élection européenne il ne sait en aucun cas à quoi va servir son vote et il ne pourra pas faire passer son sentiment, qu'il soit de mécontentement ou de support.
Et d'abord support de quoi ? Les électeurs veulent choisir une ligne politique qui dessine des décisions.

En matière européenne ce sera des décisions sur quoi ? Sur pratiquement rien puisque la seule politique effectivement gérée par l'Europe est la PAC. Dans le cas Français pratiquement tous les partis sont pour la PAC par démagogie foncière et de toute façon on ne va pas réduire la discussion à des sujets agricoles.

Bien sûr il y a les directives dans tous les espaces soumis par traité à l'initiative de la Commission. Elles touchent tant de domaines et souvent à un niveau de détail tellement bas qu'il est impossible de définir une ligne politique claire permettant de calibrer une posture électorale. On en est réduit à des bataille microbiques sur la défense sur fromage au lait cru, les dates d'ouverture de la chasse, ou en revanche à des combats décalés « pour ou contre l'Europe » ou « pour ou contre le néolibéralisme ambiant en Europe ».

On dira : c'est l'occasion pour chaque grand parti de fixer son orientation en matière de politiques européennes. Mais en fait chacun chante son « vive l'Europe » ou son « non à l'Europe » sans jamais donner d'éléments concrets permettant de faire un choix quelconque. Et comment pourraient-ils le faire puisque l'objet des politiques européennes est soi diffus soit trop étroit et les divergences partagent les partis.

Les électeurs ne savent pas les sujets sur lesquels les élus vont avoir à se prononcer et encore moins les positions qu'ils vont prendre. D'autant que la responsabilité du Parlement dans le contrôle des directives est très faible même si les traités à venir pourraient lui donner plus de tonus avec une coresponsabilité sur les textes. Cette extension du pouvoir du Parlement déclarée « plus démocratique » par les fédéralistes est vide de sens concrètement pour les électeurs. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils ont toujours refusé quand on les a consultés de voter pour une extension des pouvoirs du Parlement et du champ des politiques européennes. Ils ont l'impression juste que cela éloignera la décision et qu'ils perdront le contrôle.

Les électeurs ne savent même pas dans quel groupe leurs élus iront s'inscrire, cas unique dans l'histoire de la démocratie parlementaire ! On voit même des groupes s'unir dans les listes électorales pour se diviser immédiatement après l'élection !

Comment s'étonner que les élections européennes ne deviennent qu'un champ clos de plus pour les batailles nationales ? M. Mitterrand en profita par exemple pour abattre son rival Rocard avec le missile Tapie. Européen, non ? Plus généralement l'échec ou le succès de la majorité du moment est le seul point commenté par la presse, et d'ailleurs le seul qui intéresse les grands partis.

Pour les élections qui viennent on voit bien les stratégies des uns et des autres :
- L'extrême gauche se lâchera contre le capitalisme et l'Europe néolibérale, mettant en difficulté le PS
- Le PS se lâchera contre le gouvernement et insistera pour que ce soit une gauche responsable qui passe au parlement Européen « pour ne pas stériliser le vote de gauche »
- M. Bayrou dira qu'il est le seul homme politique vraiment européen et qu'il faut sa force morale pour faire face à tout et balancera à tout va contre le gouvernement dans une optique exclusivement présidentielle.
- L'extrême droite et la droite souverainiste se déchaîneront contre l'Europe des incapables.
- L'UMP sera bien embêté comme d'habitude. Et ne dira rien sur rien comme d'habitude tout en cherchant une tête de liste eurolâtre pour faire bien. Et perdra ces élections comme d'habitude.

Le débat européen en sera-t-il avancé ? Non, bien sûr.

Peut-on réformer le système ?

L'une des solutions possibles serait sans doute d'imposer que les listes en présence soient représentées comme telles au Parlement. Ce serait donc des formations européennes qui se présenteraient et non pas les partis nationaux traditionnels. En remplaçant le scrutin proportionnel par un scrutin majoritaire permettant de faire apparaître une majorité, on améliorerait indiscutablement la lisibilité du scrutin en clarifiant l'enjeu pour l'électeur. Les listes européennes seraient bien obligées de préciser les principes qui les guident et les positions qu'ils prendraient sur les sujets à débattre lors de la législature suivante. Il est clair que le critère « droite gauche » prendrait vite l'ascendant sur quoi que ce soit d'autre.

Ce serait mal vu à Bruxelles où on aime bien avoir un Parlement divisé en myriades de cellules dont aucune n'a le moindre pouvoir à elle-seule. Et il parait impossible d'obtenir un accord européen sur un tel mode de scrutin tant les traditions démocratiques sont différentes d'un pays à l'autre.

On gardera donc un système qui veut simplement que le plus possible de « sensibilités » soient représentées sans majorité claire sur aucun sujet. Comme de toute façon les sujets sont imprécis, aucun calendrier ou aucun programme « législatif » ne parvenant jamais aux oreilles de l'électeur, on continuera à vivre une élection bidon écœurante pour l'électeur et débilitante pour l'Europe, les partis ne cherchant qu'à trouver quelques planques bien payées pour quelques vieilles gloires ou une position d'attente pour quelques jeunes pousses bien en cour.

La farce démocratique désastreuse qu'est l'élection au Parlement Européen est un des éléments qui ont le plus détourné les européens de l'Europe. Plutôt que de chercher à imposer une superstructure supranationale pseudo démocratique, comme on l'a fait avec la « constitution » puis « le traité d'organisation », on devrait essayer de bâtir l'Europe sur un concept de co-nationalité.

Le Parlement européen devrait être une émanation des Parlements nationaux, à charge pour les partis lors des élections nationales de définir correctement leurs options européennes.

En ouvrant les élections législatives à tous les résidents européens qui choisiraient d'y exercer leur

droits électoraux, on apporterait plus d'Europe dans le débat en forçant les partis à tenir compte des européens prenant part au vote.

L'Europe doit être co-opérative, communautaire, en un mot, co-nationale. Pas supranationale avec une macro structure fédérale obèse, stérile, coupée des électeurs et totalement illisible.